

Impôt sur le revenu—Loi

Les répercussions profondes que subit le régime d'imposition des particuliers aux États-Unis, en raison de la réforme fiscale amorcée par nos proches voisins, nous obligent à prendre des mesures en conséquence. Les travailleurs jouissent d'une certaine mobilité puisqu'ils peuvent traverser notre frontière commune. Or un déséquilibre prononcé entre nos deux régimes fiscaux pourrait inciter les professionnels et les plus riches à déménager pour profiter d'une fiscalité plus clémente. Le comité des finances devra donc examiner cette question de beaucoup plus près.

Le printemps dernier, nous avons étudié les dépenses fiscales, domaine relativement complexe. Nous nous sommes rendu compte que certaines poursuivaient un objectif louable, mais qu'elles compliquaient davantage la Loi de l'impôt sur le revenu, déjà fort complexe.

Nous compliquons malheureusement davantage notre régime fiscal chaque fois que nous voulons le rendre plus juste. La Loi de l'impôt est tellement difficile à comprendre actuellement que bien peu de gens en saisissent toutes les subtilités. Au fur et à mesure que cette réforme fiscale avancera, non seulement procéderons-nous dans un esprit de justice, mais nous aboutirons, espérons-le, à une loi beaucoup plus simple, beaucoup moins compliquée et moins astreignante, une loi qui nous dispensera des conseillers fiscaux, des escompteurs d'impôt et de tous ceux qui tirent profit de la complexité de la Loi de l'impôt sur le revenu. Ces gens feront peut-être oeuvre plus utile dans d'autres domaines.

J'ai parlé tout à l'heure de l'importance de la réforme de l'impôt des particuliers aux États-Unis. C'est quelque chose que nous devons surveiller et étudier soigneusement car nous allons devoir étudier ici nombre d'initiatives prises là-bas. Les Américains ont notamment trouvé des recettes considérables dans le domaine des dépenses fiscales. Ils ont éliminé pas mal de choses qui peuvent nous poser des problèmes au Canada.

Bientôt, le procureur général va présenter son rapport. On s'attend à ce qu'il fasse certains commentaires sur les dépenses fiscales, commentaires qui pourraient intéresser énormément le comité des finances, le ministère des Finances et tous ceux qui vont réviser la Loi de l'impôt en vue de mettre en place un régime fiscal plus juste et plus utile, un régime protégeant cependant les initiatives de la Loi de l'impôt qui contribuent au développement régional et à l'aide aux collectivités.

La révision d'une loi de l'impôt sur le revenu fait intervenir de nombreux facteurs. Nous voulons avoir quelque chose d'assez simple qui puisse être compris du grand public. Nous voulons aussi un régime qui marche pour tous les Canadiens. Je suis très heureux de constater que cette mesure est parfaitement équitable et qu'elle est axée sur ceux qui ont le plus besoin d'aide.

Je suis sûr que tous les députés se joindront au gouvernement pour appuyer ce projet de loi. Je sais que c'est avec gratitude que tous les Canadiens qui toucheront les 300 \$ par enfant recevront leur chèque en novembre.

M. Caldwell: Monsieur le Président, je crois savoir que le député de Stormont—Dundas (M. Warner) représente une importante communauté rurale. Je me demande comment il voit les répercussions de cette modification fiscale sur la région rurale qu'il représente.

M. Warner: Monsieur le Président, je suis certain qu'elle sera parfaitement accueillie dans toutes les régions rurales du Canada. Pour l'instant, comme le député le sait, de nombreux électeurs ruraux ont connu de graves problèmes, notamment les agriculteurs qui ont été durement touchés par la chute des prix des denrées et la très pénible conjoncture actuelle. Pour eux, ce chèque tombera certainement à point nommé en novembre.

M. Wilson (Swift Current—Maple Creek): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter mon collègue le député de Stormont—Dundas (M. Warner) de son excellente contribution au débat d'aujourd'hui. Le député a écouté comme les autres députés j'en suis certain ce débat, et il a entendu les députés de l'opposition dire que ce projet de loi était bon et qu'il méritait fondamentalement d'être appuyé, mais que le gouvernement devrait en faire encore plus pour les défavorisés de notre société. Je suis certain que le député voudrait, lui aussi, pouvoir en faire plus. Compte tenu de l'héritage financier que notre gouvernement a reçu de son prédécesseur, je me demande comment le député propose d'aider davantage les nécessiteux sans augmenter les impôts ou sans éliminer certains programmes. Le député a-t-il des suggestions à faire à cet égard?

• (1650)

M. Warner: Je vous remercie beaucoup de cette question. Oui, il existe un moyen et tous les députés doivent unir leurs efforts en ce sens. Il s'agit de créer de nouveaux emplois. Heureusement, à Stormont—Dundas, les petites entreprises et les employeurs ont pu créer plus de 1 000 emplois au cours de ces deux dernières années et cette tendance se poursuit. L'emploi a toujours été très élevé dans notre région. Il est très encourageant de voir des entreprises s'y établir. En stabilisant notre économie, en s'efforçant de résorber le déficit et en faisant comprendre à la haute finance internationale que nous avons une économie stable et que nous allons venir à bout de notre déficit, le gouvernement nous a fait bénéficier d'une baisse des taux d'intérêt ce qui a stimulé l'entreprise et l'industrie et donné un essor considérable au secteur du bâtiment dans notre région.

En ce qui concerne nos problèmes économiques et les difficultés que le gouvernement doit surmonter, la création d'emplois est une chose à laquelle nous pouvons tous travailler et cela avec beaucoup de succès. J'espère que cette tendance se poursuivra dans ma région et se répandra dans l'ensemble du pays et dans les régions qui ont été moins favorisées que Stormont—Dundas.

Le président suppléant (M. Paproski): Comme il n'y a pas d'autres questions ou observations, j'accorde la parole au député suivant.